

n° 1139

Hebdomadaire - 23 octobre 1986 - 6 F

D 1139 EL SALVADOR: OFFENSIVE GÉNÉRALE CONTRE LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES

Le 30 mai 1986, soit dix jours exactement après son arrestation, une jeune femme membre de la Commission des droits de l'homme d'El Salvador - une organisation non gouvernementale - faisait des "aveux" au cours d'une conférence de presse donnée dans les locaux de la police. Luz Jeaneth Alfaro Peña, de pseudonyme Michelle Salinas, a longuement expliqué son appartenance à une des composantes du mouvement armé d'opposition, ainsi que l'infiltration généralisée du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) dans l'ensemble des organisations humanitaires travaillant en El Salvador.

Le 26 septembre 1986, en compagnie de sa soeur Ana Vilma Sayonara Alfaro, elle relançait ses accusations au cours d'une conférence de presse, mais en distribuant cette fois un rapport intitulé "Ingérence du FDR/FMLN dans les organisations humanitaires d'El Salvador". Selon toutes les apparences il s'agit d'un document élaboré par des services spécialisés. C'est ce texte que nous donnons intégralement ci-dessous. En deuxième document nous présentons la défense de l'organisation oecuménique "Diaconia", principalement mise en cause dans cette offensive gouvernementale.

Le but de l'opération:

- 1) discréditer la Fédération latino-américaine des associations de parents de détenus-disparus (FEDEFAM) dont le congrès continental doit se tenir à San Salvador du 14 au 20 novembre prochain;
- 2) discréditer les Eglises appliquées à un effort humanitaire;
- 3) discréditer la personne de Mgr Rivera, archevêque de San Salvador, et ruiner ainsi ses possibilités de médiation entre le gouvernement et les milieux d'opposition non armée (le Front démocratique révolutionnaire - FDR) et armée (le FMLN).

Note DIAL

### 1 - Document d'accusation contre les organisations humanitaires

#### INGÉRENCE DU FDR/FMLN DANS LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES D'EL SALVADOR

Les organisations humanitaires étant des institutions destinées à veiller au bien-être des peuples, les forces insurrectionnelles du FDR-FMLN en créent dans notre pays toute une gamme pour attirer l'attention de la communauté internationale solidaire du peuple salvadorien.

C'est ainsi qu'en fin 1977 la Résistance nationale (RN) crée le Comité des mères et parents de prisonniers, disparus et assassinés politiques d'El Salvador (CO-MADRES), lequel est constitué de mères et de parents de combattants des Forces armées de la résistance nationale (FARN) qui reprennent de la sorte le drapeau du combat de leurs fils et filles et se lancent dans une lutte politique ouverte face à la population, laquelle ignore ce qu'est en réalité cette organisation et ce que sont les finalités ayant présidé à son lancement. Après la mort de Mgr Oscar Arnulfo Romero en 1980, le Comité a, sur directives de l'organisation (1), adopté son nom pour recueillir davantage la solidarité internationale.

(1) Ici les FARN (NdT).

Dans le même sens, en avril 1978, a été créée la Commission des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES), non gouvernementale; mais celle-ci a surgi comme projet unitaire auquel participeraient les différentes organisations composant actuellement le FMLN-FDR, à l'exception du Parti révolutionnaire de travailleurs centro-américains (PRTC) parce qu'il ne disposait pas de cadres politiques dans l'aire métropolitaine (San Salvador). Ainsi prend corps un travail destiné spécifiquement à attirer l'attention internationale, complété par une série de tournées pour montrer à la face du monde les violations des droits de l'homme pratiquées en El Salvador par la partie gouvernementale, en cachant celles pratiquées par le FMLN-FDR pour non convenance vu l'intérêt évident des demi-affirmations.

En 1983, les Forces populaires de libération (FPL) créent un autre Comité de mères sous le nom de CODEFAM, en reprenant le nom de Marianella Garcia Villas comme drapeau devant la communauté internationale, et sous la direction, tout comme l'autre comité, de militants de cette organisation insurrectionnelle.

De même l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) forme son propre Comité de mères et de parents, mais en ajoutant qu'il est "chrétien" sous le nom de COMAFAC Père Octavio Ortiz-Soeur Silvia (2).

La création de ces divers comités de mères et de parents permet de se rendre compte dès le premier coup d'œil des différences énormes existant entre chacune des organisations qui les dirigent. C'est pourquoi le commandement général des FDR-FMLN précise dans une directive que "toutes les organisations humanitaires doivent former un seul tout et unifier leurs critères" et "ne pas mettre en évidence devant l'opinion publique les querelles de tendances existantes". Cela rejoint la directive d'"Un seul parti et une seule armée" qu'il s'efforce depuis juillet 1984 de créer dans tous les secteurs manipulés par le FDR-FMLN.

Par ailleurs nous avons (3) des organisations humanitaires qui se servent de la protection de l'Eglise catholique et autres pour faire un prétendu travail en faveur du peuple. C'est de cette façon que travaille Secours juridique chrétien et Tutelle légale de l'archevêché: son travail organique étant clandestin mais s'inscrivant dans le cadre des directives du FDR-FMLN.

De même la population déplacée est utilisée pour créer les conditions nécessaires pour le ravitaillement des différents fronts de combat dans le pays et en bénéficier pour eux-mêmes; en oubliant totalement notre (cf. note 3) peuple qui a été le plus affecté dans ce conflit. De l'aide internationale qui arrive sous forme d'aliments, quelque 5% est remis à la population et le reste, soit 95%, va aux différents fronts du pays.

L'autre front de lutte est le Comité de prisonniers politiques d'El Salvador (COPPE), qui est considéré par le FDR/FMLN comme son cinquième front de guerre. Il fonctionne dans les centres pénitentiaires d'El Salvador, sous forme de projet unitaire puisqu'y sont présents les représentants des organisations de gauche, lesquels ont des critères unifiés pour la présentation de plateformes et de dénonciations. Ce comité de prisonniers se charge de pré-élaborer les témoignages des personnes réparties dans les différents corps de sécurité, pour qu'elles fassent connaître les prétendues tortures auxquelles elles sont soumises dans les corps de sécurité et pour qu'elles les dénoncent aux personnes qui leur rendent visite dans les différents centres pénitentiaires. L'organisation du collectif unitaire peut être consultée dans le tableau n° 1 en annexe.

---

[2] Octavio Ortiz, assassiné avec quatre jeunes le 20 janvier 1979; Silvia Maribel, religieuse infirmière dans les zones contrôlées par le FMLN, tuée le 17 janvier 1981 [NdT].

[3] Ce pluriel dans le sujet est-il destiné à faire croire que ce rapport a été rédigé par Luz Janeth Alfaro Pena et sa soeur Ana Vilma Sayonara Alfaro? [NdT].

Depuis le commencement les organisations humanitaires, prétendument indépendantes, ont été créées pour protéger et défendre les intérêts du FDR/FMLN, raison pour laquelle leurs membres, employés et collaborateurs, relèvent ou sont sympathisants des différentes organisations de gauche. Conformément aux directives du commandement général du FMLN-FDR, portant sur ceux qui devaient travailler au sein de ces organisations "humanitaires", ce qui a été clair, toute personne oeuvrant dans ces institutions devait avoir l'aval de l'une des organisations de gauche.

Quand la réalité a été connue, la communauté internationale en a été émue car cette même communauté a veillé sur ces personnes et les a protégées de longues années durant. Il est difficile d'accepter qu'il s'agit en réalité de membres du FDR-FMLN et qu'ont été employés les moyens, les mécanismes et les falsifications nécessaires pour que leurs projets soient intouchables de la part des autorités salvadoriennes, alors même que les différents corps de sécurité menaient une enquête minutieuse et exhaustive sur les agissements et le travail de chacun des membres de ces institutions humanitaires, enquête grâce à laquelle il a été possible de rassembler les preuves suffisantes et accablantes sur ces personnes qui utilisaient ces organisations humanitaires comme écran pour trouver des fonds et renforcer le prestige du FDR-FMLN, tout en occultant les violations pratiquées par les forces insurrectionnelles à l'encontre de la population civile. Les noms des personnes arrêtées, membres de ces organisations, sont donnés dans le tableau n° 2 en annexe.

#### Ressources économiques du FDR-FMLN

Pour traiter cet aspect très particulier du conflit, on peut dire que, dans la décennie des années 70, le FDR-FMLN (4) pratiquait, pour s'alimenter en fonds économiques, des séquestrations de personnalités de l'industrie et d'"oligarques" salvadoriens. Par la suite d'autres mécanismes ont été créés et c'est ainsi qu'est née la Commission de solidarité internationale (CSI) dont le siège se trouvait à Mexico. Sa tâche spécifique était de récolter des fonds suffisants pour la poursuite du conflit intérieur. Mais les jours passant, il a été constaté que ce projet ne marchait pas selon le plan prévu, qui était de récolter des fonds et une image de marque internationale; les pays d'Europe, directement concernés, s'étaient fatigués de soutenir le FDR-FMLN par l'intermédiaire de la Commission de solidarité internationale (CSI). C'est ainsi que le projet est tombé. Constatant qu'il ne recevait pas de ces pays les fonds suffisants pour la poursuite du conflit, le FDR-FMLN impulse alors avec force le "prétendu" travail des organisations humanitaires. Celles-ci, profitant de la souffrance du peuple salvadorien, récoltent sous cette couverture des fonds de la solidarité internationale, d'agences donatrices, de personnalités et gouvernements démocratiques.

Par tout un travail de dénonciation à leur profit au plan tant national qu'international, les organisations humanitaires manipulées par le FDR-FMLN ont bénéficié de la crédibilité de personnalités, agences donatrices et gouvernements qui ont exprimé leur solidarité avec les souffrances du peuple salvadorien.

C'est pour cette raison que le FDR-FMLN est conscient que le secteur de la solidarité représenté par les organisations humanitaires "indépendantes" constitue un projet générateur d'un énorme flux financier rendant possible la poursuite du conflit; cela permet de présenter par définition des projets d'aide financière à des personnes dont un membre de la famille a disparu, a été arrêté, est prisonnier politique ou bien a été assassiné et la population déplacée. Mais dans aucun cas ces fonds ne parviennent à la destination pour laquelle ils ont été demandés.

---

[4] On notera, pour vérifier l'amalgame pratiqué dans ce document entre l'opposition non armée du FDR et l'opposition armée du FMLN, que le FDR a été créé le 1er avril 1980 (cf. DIAL D 618), et le FMLN, le 10 octobre 1980 (cf. DIAL D 670). C'est l'année suivante qu'un accord politique a été signé entre le FDR et le FMLN (cf. DIAL D 734) [NdT].

Ils arrivent au responsable du secteur de solidarité ou du collectif unitaire qui les transmet au Front politico-militaire métropolitain (San Salvador), où ces fonds servent à renforcer le travail politique d'autres secteurs également manipulés par le FDR-FMLN; ils servent aussi au ravitaillement des différents fronts.

Ces projets sont présentés et transmis par l'intermédiaire du Secrétariat social de l'archevêché de San Salvador dont les personnes sont au courant du destinataire des fonds qu'est le FMLN/FDR.

Le réseau dispense également d'une agence donatrice intérieure, du nom de Diaconia. Il s'agit d'une institution composée de différentes églises et où est présente une fédération: celles qui sont dirigées par des militants des différentes organisations du FMLN. Ce n'est évidemment pas l'ensemble des fidèles de ces églises qui sont manipulés, mais leurs pasteurs ou ceux qui occupent des places stratégiques dans leur action. C'est pourquoi cette agence donatrice intérieure est considérée comme la banque centrale du FMLN (5). Les églises composant Diaconia sont les suivantes: l'Eglise luthérienne avec, pour représentant, le Révérend Medardo Gómez, membre du Parti communiste salvadorien (PCS); l'Eglise baptiste Emmanuel, avec le Frère Juan Sánchez qui est militant de la Résistance nationale (RN); l'Eglise catholique avec son représentant le Père Octavio Cruz, également militant des Forces populaires de libération (FPL); l'Eglise épiscopale avec son représentant Brito Bertiz, qui n'aide aucune organisation spécifique mais toutes en même temps, en raison de quoi elle est considérée comme "démocratique"; et enfin une Fédération de coopératives appelée Funfrocop, à la charge de Dimas Vanegas, militant du Parti communiste salvadorien (PCS).

La plupart des agences donatrices internationales qui soutiennent les projets des organisations humanitaires ignorent la réalité de l'utilisation des fonds car, pour justifier leurs apports, il leur est présenté des fausses factures; et quand elles rendent visite aux bureaux de ces organisations, on leur présente des personnes qui ont soi-disant reçu leur aide, ce qui est faux étant donné que ces gens, ou bien sont des militants du FMLN (cf. note 5), ou bien ont été auparavant instruits de ce qu'ils devaient leur dire; et pour que la destination réelle des fonds ne soit pas aussi notoire, une partie minime en a été attribuée au fonctionnement de ces organisations "humanitaires". Sur les 100% des fonds, quelque 10% sont effectivement utilisés par ces institutions et le reste, soit 90%, est pour le FMLN/FDR. L'organisation Diaconia est présentée dans le tableau n° 3 en annexe.

### Observations

Les ex-militantes des organisations qui constituent le FMLN/FDR et qui ont publiquement démasqué l'utilisation de ces organisations (6) savent (7) que, pour cette raison, elles ont été considérées comme des objectifs militaires à partir du moment où on les a qualifiées de traîtres et d'ennemis du peuple. C'est pourquoi on ne peut écarter l'hypothèse d'un attentat ou d'un règlement de comptes, pour dire la vérité au peuple salvadorien et à la communauté internationale. Si cela est, le FMLN/FDR violera toutes les normes internationales réaffirmées par les peuples du monde, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il dit tellement respecter dans sa propagande.

Il est extrêmement intéressant de transcrire dans ce document les paroles textuelles des ex-militantes de la RN (cf. note 7) à leurs camarades: "*Le message que nous pouvons transmettre à nos ex-camarades de lutte, c'est ce que nos commandants*

[5] Curieusement il n'est plus question ici du FDR [NdT]

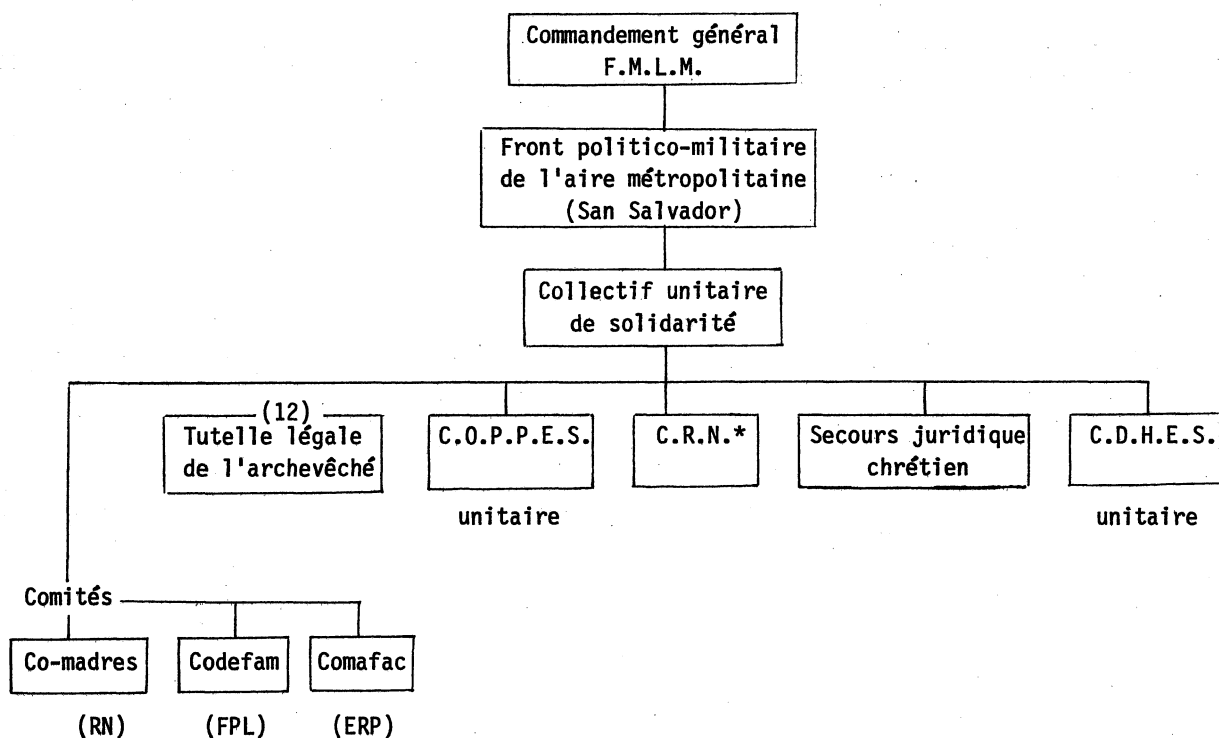
[6] Ici celles des droits de l'homme [NdT].

[7] Le rapport abandonne la première personne du pluriel pour la troisième. Cf. note 3 [NdT].

nous disent du fameux processus révolutionnaire. C'est bien différent (8), étant donné qu'ils cherchent à nous soumettre pour instaurer un régime totalitariste(9) dans lequel n'existent plus la justice sociale ni la liberté de pensée et d'expression. Et que nous ne connaissions plus jamais la paix. Un exemple clair en est notre pays frère du Nicaragua, où les églises elles-mêmes et leurs plus hauts représentants sont traités par le régime d'ennemis du peuple ou d'agents de la CIA; où, au temps de Somoza, l'Eglise catholique a aussi joué un rôle très important en faveur du peuple et dont le travail n'a pas cessé."

"Par ailleurs certains d'entre nous ont été accusés d'être membres de la CIA. Ces arguments en tiennent pas et sont éculés. Par là nous pouvons toucher du doigt le manque de critères de la part des organisations qui cherchent à cacher la vérité. Mais la vérité personne ne pourra la faire taire et elle nous fera libres (10). Nous croyons que le bien-être de notre peuple sera obtenu par la voie du processus de pacification nationale (11)."

Tableau n° 1



\* C.R.N. : Coordination de repeuplement national (Projet unitaire du F.M.L.N.)  
Unitaire: R.N. - F.P.L. - E.R.P. - P.C.S.

[8] La mauvaise ponctuation de ce document, assez fréquente, rend parfois difficile l'expression voire la compréhension de certaines phrases [NdT].

[9] Sic [NdT].

[10] Langage typiquement religieux. Cf. Jean 8, 32 [NdT].

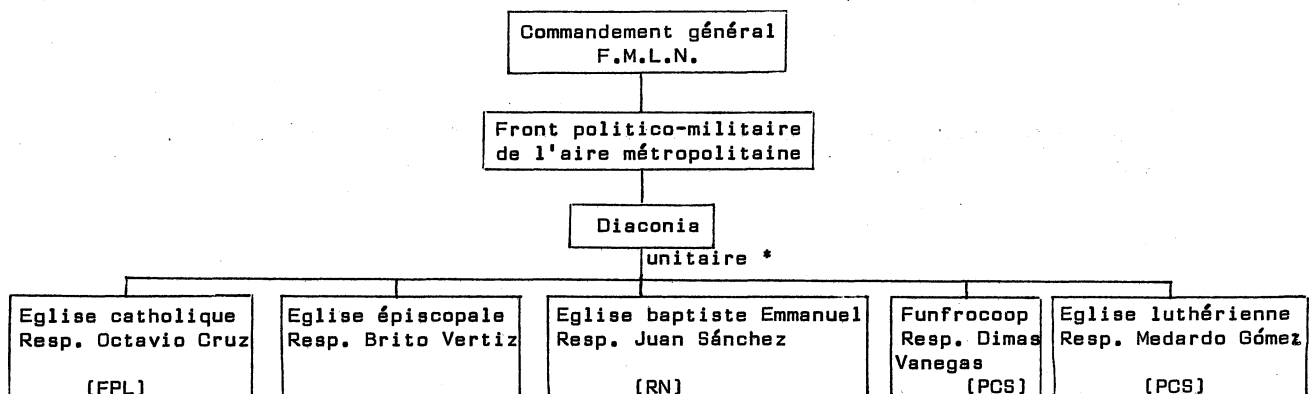
[11] L'original en espagnol est "racional", faute de frappe évidente [NdT].

[12] Dans le document original il n'y a pas de trait vertical de liaison comme pour les autres encadrés. Est-ce un oubli ou est-ce volontaire, [NdT].

Tableau n° 2

NOM	PSEUDO-NYME	APPARTENANCE	ORGANISATION	RESPONSABILITÉ	DATE	SITUATION ACTUELLE
1. Jorge Alirio Ponce Martínez	Aldo Mejia	R.N.	EX-CDHES	Soutien	06-11-85	A la disposition de la justice militaire
2. Joaquin Antonio Cáceres	Francisco Martínez	R.N.	CDHES	attaché de presse	08-11-85	A la disposition de la justice militaire
3. Luz Janeth Alfaro Peña	Michelle Salinas	R.N.	CDHES	chargée des relations nationales et internat.		Sous la protection de la force armée
4. Ana Vilma Sayonara Alfaro	Elena Ortiz	R.N.	CDHES	ancienne chargée des finances et chargée de la presse et de l'information	25-05-86	Présentée et sous la protection de la force armée
5. Herbert Anaya Sanabria	Jacinto Morales	E.R.P.	CDHES	conseiller juridique jusqu'en 1983	26-05-86	A la disposition de la justice militaire
6. Reyna Isabel H. de Castro	Deysi Arevalo ou Iveth Arias	R.N.	COPRODES	Responsable	26-05-86	A la disposition de la justice militaire
7. Maria Teresa Tula	Laura Pinto	R.N.	CO-MADRES	responsable de la commission d'organisation	28-05-86	A la disposition de la justice militaire
8. Dora Angélica Campos Segovia	Violeta Jovel	R.N.	CO-MADRES	responsable	29-05-86	Sous la protection de la force armée
9. Rafael Antonio Tere..n	Enrique Campos	P.C.S.	CDHES	chargé des finances	29-05-86	A la disposition de la justice
10. Reynaldo Blanco	Raul Argueta	F.P.L.	CDHES	n'avait pas de fonction spécifique	29-05-86	A la disposition de la justice militaire
11. Miguel Angel Montenegro	Anibal Aragon	F.P.L.	CDHES	chargé du secteur juridique	29-05-86	A la disposition de la justice militaire
12. Gregoria Paices Vides	Josefina	F.P.L.	CODEFAM	chargé des approvisionnements	29-05-86	A la disposition de la justice
13. Maria Irene González Landaverde	Raquel	F.P.L.	CODEFAM	membre	10-06-86	A la disposition de la justice militaire

Tableau n° 3



\* Unitaire: R.N. - F.P.L. - E.R.P. - P.C.S.

## 2 - Déclaration sur "Diaconia" d'une commission oecuménique internationale en visite en El Salvador du 21 au 26 juin 1986

### LA SOLIDARITÉ N'A PAS DE FRONTIÈRES

Nous avons entendu le cri de nos frères et soeurs des Eglises d'El Salvador. C'est pourquoi nous sommes venus, en représentation de six cent millions environ de chrétiens dans le monde qui font partie de quelque quatre cents entités religieuses nationales en plus de cent pays.

Nous avons participé aux services religieux des Eglises catholique romaine, baptiste Emmanuel, épiscopale du Bon Pasteur et luthérienne de la Résurrection. Nous avons parlé avec leurs responsables et leurs membres.

Nous avons eu une rencontre avec la Commission de coordination du projet **Diaconia** auquel coopèrent ces quatre Eglises ainsi que deux organisations de coopératives agricoles en lien avec elles. Nous avons aussi visité des projets des Eglises qui portent secours aux victimes de la guerre.

Nous avons écouté les victimes des accusations télévisées qui travaillent dans les églises, dans les organisations de droits de l'homme et dans les milieux syndicaux.

Nous avons eu une rencontre avec les ambassades des quatre pays d'où proviennent la plupart des dons internationaux.

Nous avons rendu visite aux autorités gouvernementales, civiles et militaires, y compris le président José Napoleón Duarte et les chefs des corps de sécurité. Ils nous ont réaffirmé le droit moral et légal qu'ont les Eglises de rendre service aux personnes dans le besoin.

Pour toutes ces raisons et au nom des entités que nous représentons, nous renouvelons notre totale confiance aux Eglises d'El Salvador qui, par le biais de **Diaconia**, portent secours aux personnes dans le besoin en application du mandat de l'Evangile et sans discrimination d'ordre juridique, idéologique, religieux ou géographique.

De retour dans nos pays nous insisterons auprès de nos Eglises et des institutions donatrices sur la nécessité de maintenir, de renforcer et d'augmenter le soutien à ces organisations soeurs qui sont au service du peuple souffrant d'El Salvador.

La solidarité n'a, en effet, pas de frontières, en particulier dans le monde chrétien.

San Salvador, le 26 juin 1986

Rév. Troy Beretta, de l'Eglise luthérienne évangélique du Canada, représentant le Comité interecclésiastique des droits de l'homme en Amérique latine (Canada)

Rév. Ulrich Epperlein, de l'Eglise luthérienne évangélique de Costa Rica et d'Amérique centrale, représentant l'Eglise luthérienne évangélique d'Allemagne et Pain pour le monde (Allemagne)

Dr. Jorge Lara Braud, de l'Eglise presbytérienne (Etats-Unis), professeur titulaire du Séminaire théologique de San Francisco, représentant le Conseil national des Eglises (Etats-Unis)

Dr. Jane Cary Peck, de l'Eglise méthodiste unie, professeur titulaire au Séminaire théologique Andover-Newton, représentant le Conseil national des Eglises (Etats-Unis)

Rév. Derek Winter, représentant l'Union baptiste de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Conseil oecuménique des Eglises

Rév. Dr William Wipfler, de l'Eglise épiscopale, directeur du Bureau des droits de l'homme, Conseil national des Eglises

Rév. Jaime Wright, de l'Eglise presbytérienne unie du Brésil, représentant le Conseil oecuménique des Eglises

[Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL]

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441